SAVING LIVES
CHANGING LIVES



L'impact de la situation sécuritaire de la mi-novembre sur la sécurité alimentaire des ménages.

HAITI: Zone Métropolitaine de Port-au-Prince|Nov.2024

Points saillants

Aggravation de la situation alimentaire des ménages de la zone métropolitaine , faisant passer la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre de 28% à 33%, soit une augmentation de 5 points de pourcentage en 2 semaines après les événements sécuritaires de mi-novembre. Les communes les plus touchées restent à Pétion-Ville, Delmas et Port-au-Prince.

◊ Augmentation de 7 points de pourcentage de ménages ayant expérimenté la faim modérée ou sévère – sur l'échelle de la faim des ménages (HHS) – pour atteindre 84%.

◊ 61 % des ménages ne prennent qu'un repas par jour, voire sautent des journées entières sans manger. Cette proportion atteint 82 % chez les IPDs.

Une détérioration encore plus importante de la situation alimentaire des personnes déplacées internes confrontées à de multiples privations sur les sites.

Le cout du panier alimentaire connait une hausse de 6 % sur l'ensemble de la zone métropolitaine pour atteindre 27842 HTG pour une famille de 5. Les communes de Tabarre, Pétion-ville et Delmas connaissent des hausses les plus importantes, respectivement de 18%, 8% et 6%.

◊ Le recours au marché noir pour l'approvisionnement en produits pétroliers (gasolines, diesel, et kérosène) par les ménages est florissant, avec des augmentations de l'ordre de 20-28%

WFP
World Food Programme

ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE [A]

I. Contexte

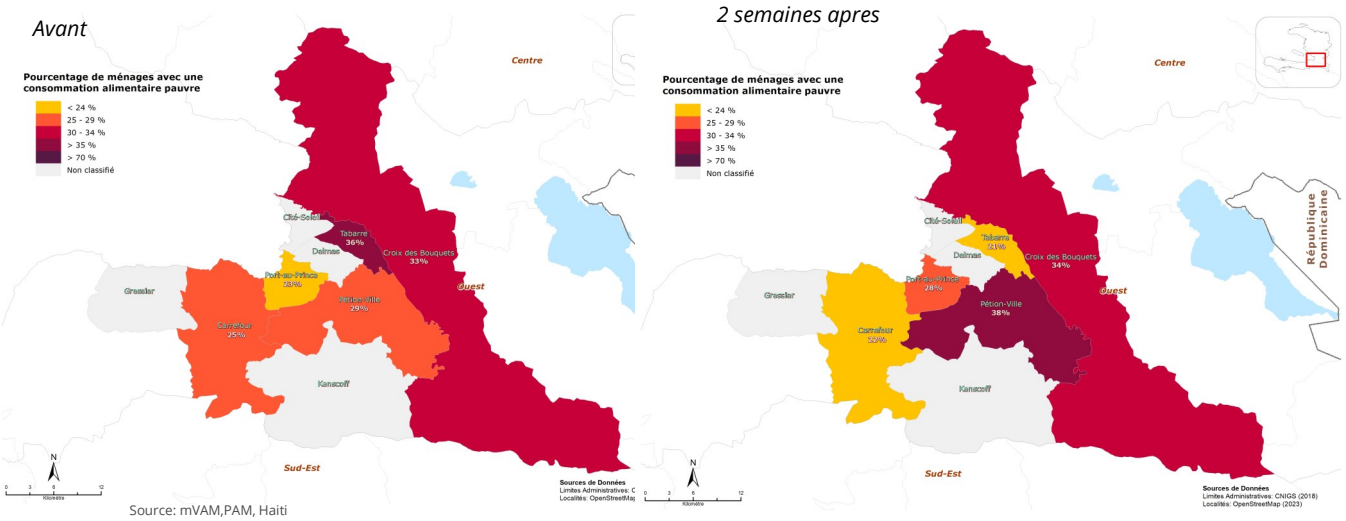
Haïti connaît une crise alimentaire sans Haïti connaît une crise alimentaire sans précédent. Au niveau national, près de la moitié de la population , soit 5,4 millions, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë (crise ou urgence), dont 985 mille dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Ceci représente une hausse de plus de 1,3 million de personnes depuis 2020. Cette dégradation est due à la violence des groupes armés, aux chocs économiques et climatiques, qui affectent les moyens de subsistance des plus vulnérables. La vulnérabilité des ménages haïtiens s'est accrue face à une série de chocs. Les récentes tensions sécuritaires qui ont commencé le 11 novembre 2024 suite aux affrontements des groupes armés, en plus du contexte politique de changement de gouvernement intervenu dans la foulée, ne sont pas sans conséquences sur la mobilité et les activités économiques dans les principales communes touchées, notamment Port-au-Prince, Pétion-Ville et Delmas. L'aéroport étant fermé en conséquence, les échanges commerciaux ont été perturbés. Cette brève analyse fait état de l'impact sur la sécurité alimentaire des ménages sur l'ensemble de la zone métropolitaine de Port-au-Prince entre octobre et 2 semaines après ces évènements de mi-novembre.

II. Impact sur la sécurité alimentaire

La consommation alimentaire des ménages s'est dégradée dans la zone métropolitaine incluant des communes de Pétion-ville, Delmas et Port-au-Prince les plus affectées.

La récente crise sécuritaire a exacerbé la précarité alimentaire dans la zone métropolitaine. En effet, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire plus faible, classée « pauvre », c'est-à-dire qui ont une alimentation en quantité et qualité inadéquates, a connu une augmentation significative de 5 points de pourcentage, passant de 28 % en octobre à 33 % depuis le début des événements.

On note également que les communes de Pétion-Ville et de Port-au-Prince restent les plus affectées, avec des proportions de ménages à score de consommation alimentaire pauvre passant de 29 % à 38 % à Pétion-Ville et de 23 % à 28 % à Port-au-Prince avant et après les événements. On note egalement que 61 % des ménages ne prennent qu'un repas par jour, voire sautent des journées entières sans manger

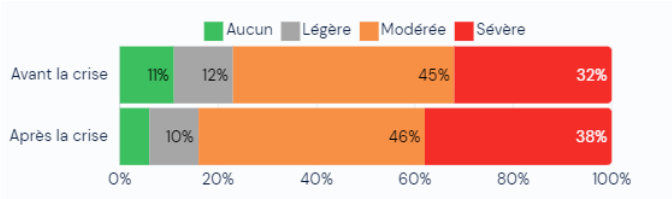


Source: mVAM,PAM, Haiti

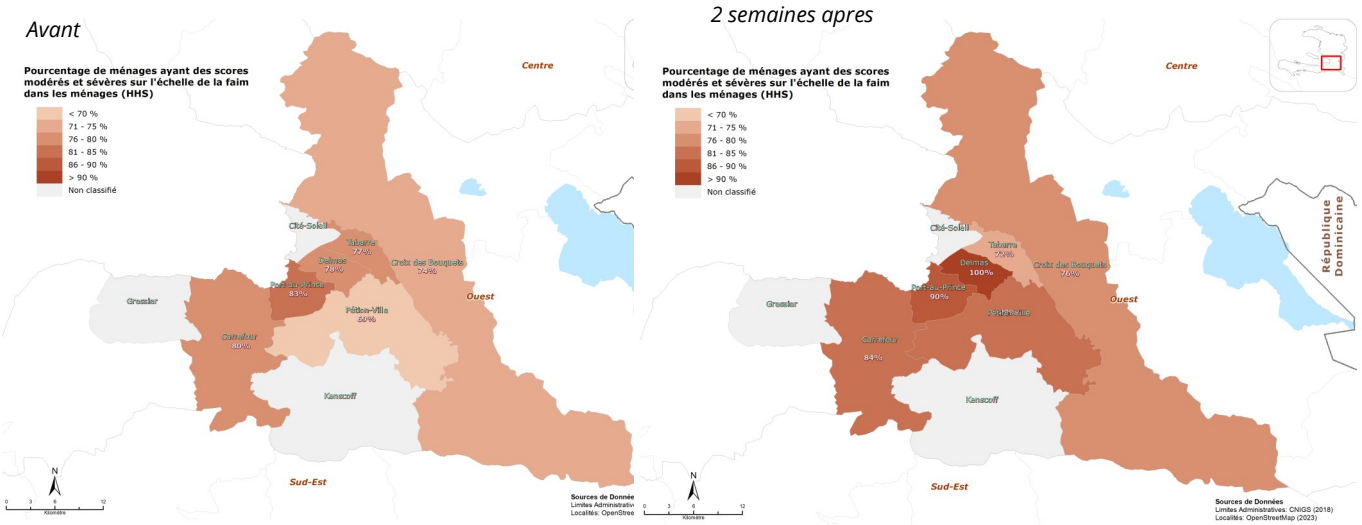
ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE [A]

Les ménages de plus en plus confrontés à la faim modérée ou sévère - sur l'échelle de la faim des ménages (HHS)[1]

Les résultats de l'analyse de la privation alimentaire au sein des ménages, notamment à travers l'échelle de la faim (Household Hunger Scale ou HHS), sont préoccupants dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. En effet, la proportion de ménages ayant obtenu des scores modérés et sévères a augmenté de 7 points de pourcentage, passant de 77 % à 84 % entre octobre et après les événements sécuritaires du 11 novembre.



Les communes de Delmas, Pétion-Ville, Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets et Carrefour sont les plus fortement impactées par cette détérioration de l'accès à la nourriture.



Source: mVAM,PAM, Haiti

LES DEPLACES INTERNES

Les déplacés internes vivres des privations plus importances en plus des conditions de vie difficiles aggravant leur sécurité alimentaire.

Les violences survenues dans la métropole de Port-au-Prince entre le 11 et le 20 novembre 2024 ont provoqué un déplacement massif de population. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé 40 965 personnes, contraintes de quitter leurs domiciles, en date du 23 novembre 2024. Certaines étaient déjà déplacées à plusieurs reprises en raison de l'insécurité persistante.

Les données du MVAM du PAM font état d'une augmentation de 2,5 points de pourcentage, passant de 9,5 % à 12 % de octobre à novembre, du nombre de ménages déclarant être des déplacés internes sur l'ensemble de la zone métropolitaine. Les communes de Port-au-Prince (24 % des ménages), Tabarre (17 %) et Carrefour (16 %) représentent celles où résident ces ménages.

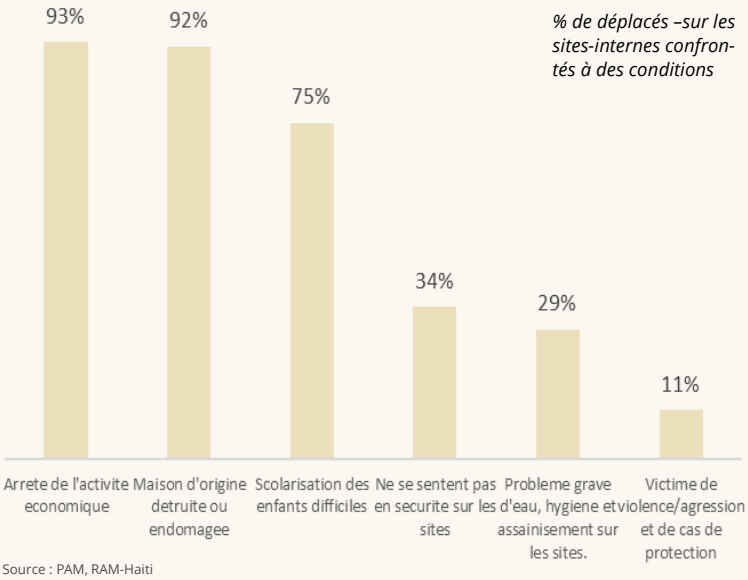
Une analyse de la consommation alimentaire et des stratégies d'adaptation de ces derniers révèle que 58 % des déplacés présentent une consommation alimentaire pauvre (soit 22 points de pourcentage de plus que la moyenne de la zone métropolitaine de 33 %). Un chiffre alarmant qui met en évidence une précarité alimentaire accrue des déplacés internes au sein d'une population déjà fragile.

[1]Priere noter que la proportion de ménages avec un score de faim modérée ou sévère sur l'échelle de la faim des ménages (HHS) ne doit pas être comparée à la proportion de ménages en « famine », telle que définie par l'analyse IPC.

Aussi, il est à noter que plus de 82 % des personnes déplacées ont recours à des stratégies de survie en crise ou d'urgence. Ces stratégies se manifestent par l'adoption de comportements alimentaires précaires tels que la consommation d'aliments moins chers ou de moindre qualité, le recours à l'emprunt alimentaire, la réduction des portions et de la fréquence des repas, ainsi que la priorisation de la consommation des enfants par rapport à celle des adultes.

Les conditions de vie des déplacés internes restent précaires : 95 % d'entre eux ont vu leurs activités économiques s'arrêter, et la scolarité de leurs enfants (75 % des déplacés internes) reste fortement perturbée. Par ailleurs, 29 % d'entre eux ont déclaré avoir des problèmes graves d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Près d'un déplacé interne sur trois ne se sent toujours pas en sécurité sur les sites de déplacement. Cela



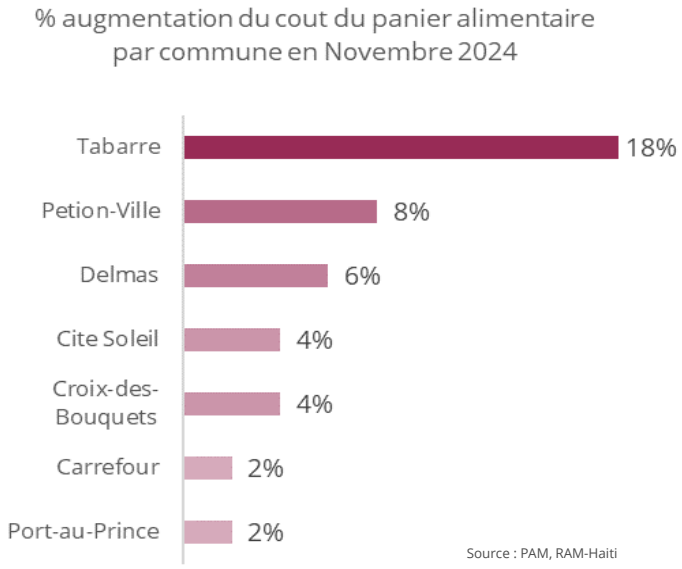
Source : PAM, RAM-Haiti

III. Impact sur les marchés

Le coût du panier alimentaire a connu une hausse de 6 % dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince depuis les récents événements atteignant 27,842 HTG pour un ménage de cinq, par rapport à son niveau en octobre.

Près de 80 % des ménages de la zone métropolitaine ont connu des moments où ils n'ont pas pu accéder au marché pour s'approvisionner. Si les contraintes d'accès s'expliquaient majoritairement par un manque de ressources financières (67 %) en octobre, elles sont désormais dues essentiellement aux événements sécuritaires qui limitent l'accès des ménages aux marchés ou entraînent leur fermeture. La crise a engendré une hausse significative des prix de la plupart des produits dans la zone métropolitaine, avec des impacts particulièrement ressentis dans les communes de Pétion-Ville, Tabarre et Delmas.

Cette inflation a considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages, aggravant ainsi leur situation économique. Les produits de base comme la farine de blé ont connu des augmentations significatives dans les communes de Tabarre (+ 25 %), de Pétion-Ville (+ 13 %) et du Riz sur croix des bouquets (+ 25 %). On observe une augmentation quasi identique du prix de l'huile dans les communes de Carrefour, Croix-des-Bouquets et Pétion-Ville (+17 %), tandis qu'à Tabarre, cette hausse atteint 13 %. Sur la commune de Delmas, la farine de blé, le riz, le maïs et le sucre, parmi les sept produits de base suivis, ont respectivement flambé de +25 %, +27 %, +33 % et +17 %.



Source : PAM, RAM-Haiti

La crise sécuritaire a des répercussions directes sur l'approvisionnement en produits pétroliers dans la zone métropolitaine, créant une pénurie qui alimente un marché noir florissant. En effet, le suivi des prix fait ressortir une augmentation importante des produits pétroliers sur le marché noir par rapport à ceux pratiqués à la pompe. On estime ainsi que les prix du gasoil (+27 % comparativement au prix à la pompe), du diesel (+28 %) et du kérosène (+20 %) ont explosé, paralysant les activités économiques et sociales.

METHODOLOGIES

[A] Système de surveillance continue en temps quasi-réel du PAM(MVAM/ HungerMap^{LIVE})

Ce système collecte des milliers de points de données d'enquête par jour, par le biais d'appels effectués depuis des centres dans le monde entier, y compris en Haïti. L'échantillon est composé de 116 ménages par département et de 120 ménages par commune dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, sélectionnés chaque mois par composition téléphonique aléatoire, pour être interrogés. Ces analyses permettent de suivre certains indicateurs clés de la sécurité alimentaire, tels que la consommation alimentaire ou les stratégies d'adaptation des ménages.

Les proportions de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et/ou insuffisante présentées dans ce bulletin ne doivent pas être comparées aux proportions de personnes en situation d'insécurité alimentaire telles que fournies par les exercices de classification IPC. De même, la proportion de ménages avec un score de faim modérée ou sévère sur l'échelle de la faim des ménages (HHS) ne doit pas être comparée à la proportion de ménages en « famine », telle que définie par l'analyse IPC comme le stade le plus sévère de l'insécurité alimentaire. En effet, l'exercice d'analyse IPC intègre beaucoup plus d'indicateurs que ceux présentés ici : la consommation alimentaire, les stratégies d'adaptation et l'indice domestique de la faim, pour aboutir à une classification

Lien utile: *hungermap.wfp.org/*

[B] Le suivi des prix

La collecte de données pour le système de suivi du marché est basée sur des entretiens en face à face avec les détaillants, considérés comme des informateurs clés (IC). Elle est effectuée sur une base mensuelle dans la zone métropolitaine depuis septembre 2024 et des collectes ponctuelles sont réalisées en cas de choc soudain. Au moins cinq informateurs clés sont interrogés pour chaque produit sur un marché. Pour ce cycle (d'octobre et après les événements de mi-novembre 2024), 1 076 ménages et 166 détaillants ont fourni les prix des denrées alimentaires dans 11 marchés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

La sélection des produits alimentaires tient compte du panier minimum de dépenses (PMD), conformément à la méthodologie de l'Initiative conjointe de surveillance des marchés (ICSM), et comprend sept produits de base : la farine de blé, le riz, le maïs, le sucre, les haricots noirs, les haricots rouges et l'huile végétale. Il prend en compte les besoins énergétiques (2 100 kcal) d'une famille de cinq personnes, conformément aux exigences minimales de SPHERE.

Lien utile : *www.wfp.org/market-analysis*

PAM | Haïti

Wanja KAARIA, Country Director

Erwan RUMEN , Deputy Country Director

Technical Team:

Smaila GNEGNE, Head of RAM unit

Wilfried CHIGBLO, VAM officer

Contact : smaila.gnegne@wfp.org

@WFP_Haiti